
Compilé par Trudy Huskamp Peterson, présidente, HRWG

Cet article est le huitième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

7. Les usagers ont le droit de faire appel lorsque la communication leur est refusée.

Toute institution d'archives dispose d'une politique et d'une procédure claires pour instruire les appels résultant d'un premier refus de communication. Quand une demande de consultation des archives est refusée, les raisons de ce refus sont clairement énoncées par écrit et transmises au requérant aussi rapidement que possible. Les chercheurs se voyant refuser la communication sont informés de leur droit de faire appel de ce refus, ainsi que des procédures et des délais, s'il y en existe, pour ce faire.

En ce qui concerne les archives publiques, il peut y avoir plusieurs niveaux d'appel, comprenant, en premier lieu, un examen en interne et, dans un second temps, le recours à une autorité indépendante et impartiale instituée par la loi pour recevoir l'appel. Pour les archives qui ne sont pas publiques, le processus d'appel peut être interne, mais devrait obéir à la même approche générale.

Les archivistes qui participent à la procédure d'appel en première instance fournissent aux autorités qui procèdent à l'examen les informations pertinentes pour juger du cas, mais ne prennent pas part à la décision concernant l'appel.

Un appel fait en sorte qu'une décision arbitraire puisse être contestée et peut-être inversée. Un haut responsable qui examine un refus initial peut être plus disposé à voir les avantages publics que procure la divulgation de renseignements que ne l'est l'examineur initial qui croit souvent n'avoir aucune marge de manœuvre dans l'application des directives de restriction. De plus, un appel est une occasion de faire des recherches plus approfondies sur le contenu du document: la personne dont la vie privée pourrait être révélée est-elle déjà décédée, les informations sur l'événement ont-elles déjà été officiellement publiées ?

Dans un cas rapporté ci-dessous (voir Nouvelles nationales / États-Unis), un fils a découvert que l'Agence centrale américaine de renseignement et le Bureau fédéral

d'investigation avaient espionné son père. Le fils a réussi à obtenir les documents du FBI, mais l'accès a été refusé par la CIA. Il a contesté le refus de la CIA auprès d'un organisme inter-agence qui comprend les Archives nationales, en espérant pouvoir enfin obtenir les documents sur son père. L'appel lui donne une seconde chance, celle-ci en dehors du contrôle total de l'organisme d'origine.

Dans de nombreux pays, la loi du gouvernement sur la liberté du droit à l'information garantit au demandeur le droit de plaider sa cause, si, lorsqu'il fait sa première demande d'accès, elle lui est refusée. Le Royaume-Uni dispose d'une loi sur la liberté de l'information qui inclut le droit de faire appel. En 2011, les statistiques de cette loi FOIA au Royaume-Uni montrent que, sur les 37 appels émis suite à des refus par des "organismes de contrôle", le commissaire à l'information a confirmé 24 refus dans leur intégralité, en a annulé 5 dans leur intégralité et annulé 8 en partie. En d'autres termes, dans 35% des cas, un appel a abouti à la publication de plus amples informations.

<http://www.justice.gov.uk/downloads/statistics/mojstats/foi-statistics/foi-stats-bulletin-q4-2011.pdf> Cela vaut la peine de faire appel.

Nouvelles internationales.

Nations Unies/Etats-Unis/Royaume-Uni/Autres. Ben Emmerson, le rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste, a publié un rapport solide sur le droit à la vérité et la nécessité de la responsabilisation des États. Mettant l'accent sur la «guerre contre le terrorisme» et les «sites noirs» [lieux de détention secrets] qui ont été utilisés pour détenir les suspects au secret pendant les interrogatoires, il a appelé les Etats-Unis à rendre publique l'enquête que le Sénat américain a effectuée sur le programme secret de détention et d'interrogatoire, le Royaume-Uni à ouvrir son rapport intérimaire de 2012 sur son implication dans le programme, et les cinq pays (Lituanie, Maroc, Pologne, Roumanie et Thaïlande), où les «sites noirs» étaient situés, à mener des enquêtes.

Emmerson a écrit que le droit à la vérité et le principe de la responsabilité des Etats ont été "contrariés" de diverses façons : « l'octroi de l'immunité *de facto* ou *de jure*; la destruction autorisée officiellement de preuves pertinentes; l'obstruction exécutive sur (ou des interférences dans) des enquêtes indépendantes sur les pratiques du passé ; l'affirmation de l'exécutif de revendications injustifiées de secret pour des raisons de sécurité nationale ou le maintien de bonnes relations avec l'étranger ; la suppression ou la publication tardive de rapports d'enquêtes indépendants dont les résultats pourraient divulguer des actes répréhensibles d'anciens fonctionnaires à l'examen du public ; l'inertie de l'exécutif motivée par le désir de «tirer une ligne» sur l'invocation plus ou moins oblique de défense des «ordres supérieurs» antérieurs, en dépit de l'interdiction du droit coutumier et des conventions internationales pertinentes ; et la retenue judiciaire excessive de l'exécutif sur les questions relatives à la sécurité nationale ou le maintien de bonnes relations avec l'étranger, avec pour effet d'exclure le droit d'accès à un tribunal, ou de restreindre indûment l'exposition des faits, souvent sur la base d'un raisonnement juridique très incertain ».

http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/RegularSession/Session22/A-HRC-22-52_en.pdf

Nations Unies/Amériques. Dans un briefing à la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur l'isolement dans les Amériques, le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Juan Menendez, a demandé à la Commission d'enquêter sur la pratique de l'isolement cellulaire, en ajoutant qu'il était « préoccupé par le manque général d'information et de statistiques officielles sur le recours à l'isolement ».

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=13134&LangID=E>

UNICEF/Israël/Palestine. L'UNICEF a publié un rapport « Enfants en détention militaire israélienne : Observations et recommandations ». L'étude estime que 700 enfants palestiniens âgés de 12 à 17 ans sont arrêtés, interrogés et détenus chaque année dans les territoires occupés de Cisjordanie par l'armée, des agents de la sécurité et de la police ; elle a constaté que les « mauvais traitements » sont « généralisés, systématiques et institutionnalisés ». Les auteurs ont basé leurs conclusions sur une analyse des "cas documentés à travers le mécanisme de surveillance et de rapports sur les violations graves des droits de l'enfant" et des "ordres militaires israéliens, de la législation nationale et la jurisprudence pertinente, des statistiques d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, et des rapports d'organismes des Nations Unies et de groupes non gouvernementaux israéliens et palestiniens", et "des discussions menées par l'UNICEF avec des avocats israéliens, palestiniens, fonctionnaires israéliens et des entretiens avec les enfants palestiniens." L'UNICEF conserve ces archives à son siège à New York.

http://www.unicef.org/oPt/UNICEF_oPt_Children_in_Israeli_Military_Detention_Observations_and_Recommendations_-_6_March_2013.pdf

Nouvelles générales.

Le Forum économique mondial a publié un rapport, intitulé "Libérer la valeur des données personnelles: de la collecte à utilisation", recommandant que des solutions technologiques soient explorées afin de donner aux personnes le contrôle de leur propre information tout en "permettant aux données importantes de circuler grâce au marquage de toutes les données recueillies avec un codage de logiciel qui inclut les préférences d'un individu sur la façon dont les données peuvent être utilisées" et "permettant aux métadonnées d'autorisation de suivre les données". L'impact de la gestion de ces autorisations dans un dépôt d'archives serait considérable. Pour le rapport, voir http://www3.weforum.org/docs/WEF_IT_UnlockingValuePersonalData_CollectionUsage_Report_2013.pdf; pour examen, voir

http://www.realclearpolitics.com/2013/03/24/big_data_is_opening_doors_but_maybe_too_many_304499.html

Un sondage réalisé par Harris Interactive, une société d'études de marché, révèle que sur " 3'700 médecins interrogés dans huit pays, seulement 31% croient que les patients devraient avoir un accès complet à leurs propres dossiers médicaux par voie électronique", a rapporté Ars Technica. Près des deux tiers des personnes interrogées ont soutenu un "accès limité", tandis que 4 % pensent que les patients ne devraient avoir aucun accès. L'auteur de l'article a

eu accès à son dossier médical et l'a trouvé "jonché d'inexactitudes".

<http://arstechnica.com/tech-policy/2013/03/majority-of-doctors-opposed-to-full-access-to-your-own-electronic-records/> Une étude similaire aux États-Unis par *Accenture*, un cabinet de conseil en management, a révélé que 68 % des médecins américains ne veulent pas que les patients aient accès à leurs dossiers électroniques de santé, à peu près le même pourcentage que l'étude précédente plus étendue, a signalé *Businessweek*.

<http://www.businessweek.com/articles/2013-03-13/doctors-like-electronic-medical-records-as-long-as-patients-cant-touch-them>

Les photographes qui utilisent les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter pour promouvoir leurs travaux peuvent perdre les droits légaux sur leurs photos parce que les sites suppriment les métadonnées des images, comme le possesseur du copyright de l'image, le nom du photographe, les légendes et autres informations descriptives, a signalé *IDG News Service*.

http://www.techworld.com.au/article/456282/facebook_twitter_called_deleting_photo_metadata/

L'International Association of Privacy Professionals a annoncé qu'elle offrait un certificat intitulé *Certified Information Privacy Manager*. L'Association a déclaré que le nouveau certificat est "destiné aux responsables principaux de la protection de la vie privée, chefs d'entreprise concernés par la confidentialité, responsables de la conformité, gestionnaires de risques, sécurité de l'information, professionnels d'audits et une foule d'autres responsables concernés par l'application de politiques de confidentialité". Le certificat "couvre comme matière la création d'une vision de la société, la structuration d'une équipe de protection de la vie privée, la mesure des performances et le développement et la mise en œuvre d'un programme-cadre de protection de la vie privée". Pour plus d'informations, voir

https://www.privacyassociation.org/certification/cipm_certification_program

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Al-Quaida/Allemagne/Etats-Unis. *Die Zeit* a rapporté qu'un document saisi dans les quartiers d'Oussama Ben Laden par les Etats-Unis a été transmis à l'Allemagne pour être utilisé dans son procès sur des terroristes présumés. Le document de 17 pages mentionne l'attaque « de pipelines, barrages, ponts et autres infrastructures importantes aux Etats-Unis et en Europe ». L'avocat d'un des accusés dit être « sceptique quant à l'authenticité du document », a rapporté l'*Huffington Post*. <http://www.zeit.de/politik/ausland/2013-03/terror-al-kaida-anschlagsplaene> http://www.huffingtonpost.com/2013/03/23/al-qaeda-document-plans-terrorist-attacks_n_2935126.html?utm_hp_ref=world

Australie/Israël. *Der Spiegel* a publié un long rapport sur l'affaire d'un Australien nommé Ben Zygier, qui a été détenu au secret dans une prison israélienne où il est décédé (voir Nouvelles HRWG 2013-02). Quand Zygier a été arrêté, les agents ont trouvé sur lui "un CD avec des informations classifiées supplémentaires qui appartenaient apparemment au département Tsomet", affirment les officiels israéliens qui ont accès à l'enquête. Tsomet, le plus grand département du Mossad, l'agence nationale de renseignement israélien, gère les sources et analyse les informations. <http://www.spiegel.de/international/world/how-the-mossad-career-of-ben-zygier-ended-in-treason-a-890854.html>

Croatie/Serbie. La Serbie et la Croatie ont convenu de former une commission mixte "pour faire face aux questions non résolues sur les personnes disparues, les questions de propriété, les poursuites mutuelles et la répression des crimes de guerre", a rapporté BIRN. Les archives seront cruciales pour cette enquête. http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-croatia-form-joint-commission-for-open-issues?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=07999d1b2a-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email

Israël/Palestine. L'un des principaux objectifs de *Masira*, une ONG de femmes palestiniennes, est de "documenter les expériences" des femmes palestiniennes qui ont été détenues dans les prisons israéliennes depuis 1967. Le responsable de l'égalité des sexes au sein du ministère des Affaires des prisonniers indique que 15'000 femmes ont été libérées au cours de ces années. *Al-Monitor Palestine Pulse* rapporte que *Masira* publiera un livre contenant l'histoire de 25 prisonnières libérées. *Al-Monitor Palestine Pulse* a également publié un article sur le travail de B'Tselem, le Centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupés, qui «documente et expose les violations perpétrées par l'armée de son pays contre les Palestiniens». Les archives des deux ONG doivent être conservées précieusement. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/03/palestinian-female-prisoners.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=6617; http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/03/btselem-human-rights-palestine.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=6506

Nouvelles nationales.

Argentine. Le procès a débuté pour 25 hommes accusés de violations des droits de l'homme pendant la dictature des années 1976-1983, dont un ancien colonel de l'armée uruguayenne qui est accusé d'avoir torturé en Argentine. Selon *Impunity Watch*, "le procès durera environ deux ans, et appellera 500 personnes à témoigner. Les juges doivent se prononcer sur les cas de 106 victimes découlant directement de l'Opération Condor et 56 cas découlant d'une opération connexe. La plupart de ces victimes sont des Uruguayens qui ont disparu en Argentine, mais les citoyens de pays voisins ont également été touchés". (L'Opération Condor est la coopération tristement célèbre dans les années 1970 des régimes militaires du Cône Sud de l'Amérique du Sud pour réprimer la dissidence, et qui a entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes). Les dossiers d'instruction devraient être énormes. <http://impunitywatch.com/argentina-begins-the-trial-of-participants-of-operation-condor/>

El Pais a publié une liste de tous les accusés et les victimes :

http://internacional.elpais.com/internacional/2013/03/05/actualidad/1362438659_395674.html

Pour une analyse de la preuve documentaire disponible, voir l'interview de John Dinges, l'auteur de *The Condor Years*, à

http://www.democracynow.org/2013/3/7/operation_condor_trial_tackles_coordinated_campaign;

Australie. L'enquête Fitzgerald était une «enquête historique des années 1980 sur la corruption de la police d'État» dans la province du Queensland. Lorsque l'enquête s'est terminée, en 1989, les dossiers ont été transférés aux Archives de l'Etat du Queensland ; une partie des documents devait

être restreinte pendant 65 ans et l'autre partie pendant 100 ans, a rapporté *Image and Data Manager* et d'autres médias. En février 2012, le directeur de la Commission du crime et de la mauvaise conduite du Queensland a décidé de ramener la restriction de 65 ans à 20 ans, qui a eu pour conséquence la publication d'environ 741 documents de l'enquête, incluant des dossiers opérationnels d'interviews, des descriptions de surveillance, les noms des informateurs, et même le cahier de notes personnelles d'un commissaire de l'enquête avec ses commentaires sur les témoins. Une enquête parlementaire du Queensland sur l'ouverture de ces documents est en cours ; elle comprend également la destruction apparemment accidentelle, en 2007, de près de 4000 dossiers de l'enquête Fitzgerald. Parmi les dizaines d'articles, voir <http://www.news.com.au/national-news/queensland/avalanche-of-sensitive-files-sparked-alarm-for-former-policeman/story-fndo4ckr-1226596785285>; <http://idm.net.au/article/009461-qld-records-stuff-threatens-fitzgerald-witnesses>; <http://www.couriermail.com.au/news/queensland/sensitive-files-seen-by-quite-a-few-people/story-e6freoof-1226593550132>; <http://www.businessspectator.com.au/bs.nsf/Article/Qld-govt-scrambles-to-protect-confidential-documen-pd20130307-5KKUX?opendocument&src=rss>; <http://www.heraldsun.com.au/news/national/sensitive-information-from-fitzgerald-inquiry-available-to-anyone-with-basic-web-skills-hearing-told/story-fndo45r1-1226603717205>; <http://idm.net.au/article/009486-cmc-inquiry-hears-how-huge-mistakes-were-made>

Bosnie. Le procureur en chef de la Bosnie-Herzégovine, a rencontré le directeur général de la Commission internationale pour les personnes disparues (ICMP) ; ils ont discuté des efforts pour accélérer la recherche de ces personnes. Le procureur a souligné que "la localisation et l'identification des personnes disparues est une question cruciale pour le traitement des cas de crimes de guerre, étant donné que la documentation de ce processus est utilisée comme preuve dans de tels cas. La localisation des restes mortels est également importante pour les familles des victimes", a déclaré l'ICMP dans son communiqué de presse. Le Procureur espère établir une "base de données spécifique" dans le but d'aider la recherche. L'ICMP "possède les profils génétiques isolés uniques d'un grand nombre de personnes qui ne correspondent pas aux échantillons de référence de sang fournis par les familles des disparus à l'ICMP, estimés à 9000 personnes". Les deux institutions ont également convenu d'utiliser l'imagerie par satellite pour aider à identifier les sites d'enterrement. <http://www.ic-mp.org/press-releases/salihovic-bomberger/>

Brésil. Lorsque la Commission de vérité brésilienne commence ses travaux, l'importance des archives est évidente. Dans un discours à la Carnegie Institution à Washington, DC, un consultant de la Commission a déclaré que la Commission espère pouvoir utiliser des techniques d'extraction de données sur les 60 millions de documents qu'elle estime utiles à l'enquête. Les Archives de l'Etat de Sao Paulo ont numérisé environ un million de documents de l'époque de la dictature militaire, qui sont disponibles à www.arquivoestado.sp.gov.br. Les Archives nationales du Brésil entament un grand projet de numérisation au nom de la Commission. Merci à James Simon et Vitor Fonseca pour l'information.

Canada. L'Association des archivistes du Québec, l'Association canadienne des archivistes et le Conseil canadien des archives ont publié une déclaration conjointe publique pour protester contre le nouveau "Code de conduite : Valeurs et Ethique" annoncé par la Bibliothèque et les Archives du Canada pour ses employés. Les associations estiment que "l'application

stricte de ces restrictions portera dangereusement atteinte à leurs droits en tant que citoyens de ce pays démocratique." Pour la déclaration en anglais et en français, voir http://www.cdncouncilarchives.ca/JointStatement_CodeConductLAC_EN.pdf; http://www.cdncouncilarchives.ca/JointStatement_CodeConductLAC_FR.pdf

Straight.com a contesté l'accord de la Bibliothèque et Archives du Canada avec *Ancestry*, par lequel *Ancestry* a numérisé 80 millions d'inscriptions sur les listes électorales du Canada de 1935 à 1980, ce qui signifie que "quiconque était assez vieux pour voter en 1980 et vit toujours à la même adresse peut trouver sa vie privée mise en péril". L'article s'interroge également sur l'ouverture par les Archives de Colombie britannique et le Royal British Columbia Museum de 700'000 actes de naissance, décès et mariages. <http://www.straight.com/news/359091/library-and-archives-canada-deal-ancestryca-leaves-personal-information-vulnerable>

À Toronto, un recours collectif a été déposé contre l'Hôpital Montfort pour la perte d'une " clé USB non cryptée contenant des informations personnelles sur la santé d'environ 25'000 patients". <http://www.fcbaristers.com/documents/FCPressReleaseMar1413.pdf>

Egypte. *L'Associated Press* a obtenu des « parties » du rapport remis au président Mohammed Morsi et au procureur national "en fin de l'année dernière" par la Commission d'établissement des faits créée par le Président pour examiner les décès survenus pendant le soulèvement du Printemps arabe en janvier et février 2011. La Commission a conclu que « la police était derrière presque tous les meurtres ». La Commission a effectué "environ 400 entrevues", et le rapport "comportait de nombreux détails, citant des listes d'assignation à la police de fusils d'assaut et de munitions, et la liste des officiers qui les avaient reçus". <http://www.boston.com/2013/03/13/egypt/saRlpCuCCQJgj96woXmwfJ/story.html>

France. L'ensemble du dossier militaire du ministère de la Défense sur le procès du capitaine Alfred Dreyfus a été numérisé, transcrit et publié sur Internet. (Dreyfus a été condamné pour trahison en 1894 et innocenté en 1906). Le fichier contient plus de 470 documents, incluant des notes d'enquête, des témoignages, et des informations sur les "liaisons homosexuelles entre certains acteurs de l'affaire". Pour un article sur la libération, voir <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4354457,00.html> ; pour le rapport, voir <http://www.affairendreyfus.com/p/dossier-secret.html#!/p/dossier-secret.html>

Guatemala. Le procès de l'ancien dictateur militaire guatémaltèque Efraim Rios Montt et son chef des renseignements, José Mauricio Rodríguez Sánchez, a commencé à Guatemala City. Un nouveau cahier d'information, rédigé par les Archives nationales de sécurité "Les documents américains et guatémaltèques suivent les traces de la montée au pouvoir du dictateur" est affiché à <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB419/>. Pour des résumés quotidiens captivants, voir un nouveau site Web lancé par l'Open Society Justice en partenariat avec la National Security Archive, le Centre international pour la justice transitionnelle, CEJIL et le site en ligne de nouvelles Plaza Pública du Guatemala : <http://www.riosmontt-trial.org/>

Irak. Le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) a publié un rapport sur "la structure et l'impact de la dé-baassification de 2003-2011". Garantir la non-récurrence des

conflits est l'un des quatre objectifs principaux de la justice transitionnelle, une des clés en est le mécanisme de «filtrage institutionnel» du personnel de l'ancien régime. Le rapport de l'ICTJ « est basé sur des recherches significatives sur le terrain », incluant un accès « sans précédent aux membres du personnel et aux archives de la Commission Nationale Supérieure de dé-baassification." Ces documents (matériaux) ont besoin d'une préservation sécurisée aux Archives nationales de l'Irak. <http://ictj.org/sites/default/files/ICTJ-Report-Iraq-De-Baathification-2013-ENG.pdf>

Israël. *Al-Monitor Palestine Pulse* fait état d'une communauté bédouine palestinienne en Cisjordanie qui se bat contre l'expulsion. "Israël affirme que les camps de bédouins n'ont pas de permis de construire et sont donc illégaux", écrit le journaliste, mais les Bédouins qui vivent dans la région sont des « réfugiés enregistrés auprès de l'United Nations Relief and Works Agency". L'absence de documents dans un cas confronte la documentation dans un autre. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/03/palestinian-bedouins-threatened- eviction.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=6677

Macédoine. Les dossiers judiciaires obtenus par *Balkan Insight* montrent que le nouveau ministre controversé de la Défense de Macédoine était en période de probation lorsqu'il a été nommé. La Cour d'appel de Macédoine l'a reconnu coupable en 2011 "d'entrave à un agent de police après un rassemblement" de son parti politique, mais au lieu de prison, il a été condamné à une peine de prison avec sursis de six mois et ensuite à deux ans de probation qui ont expiré en mars 2013. http://www.balkaninsight.com/en/article/macedonian-defence-minister-has-criminal-record?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=ca133381bf-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email

Mali. Le Conseil des Ministres et le Président ont créé une Commission pour le Dialogue et la Réconciliation qui sera "chargée d'enregistrer les violations des droits humains commises dans le pays" depuis "le début des hostilités". Le communiqué annonce que le Conseil savait que les associations de défense des droits humains avaient "dénoncé" de graves violations des droits de l'homme "commises sur tout le territoire national ". <http://www.rfi.fr/afrique/20130307-mali-creation-officielle-commission-dialogue-reconciliation> Pour des exemples de ces «dénonciations», voir les rapports de *Human Rights Watch* de janvier, février et mars <https://www.hrw.org/news/2013/03/26/mali-soldiers-torture-detainees-lere>

Myanmar. La commission officielle sur la violence à la mine de cuivre de Letpadaung a publié son rapport (pour le contexte et l'enquête non gouvernementale, voir les nouvelles HRWG 2013-02). Il a été accueilli avec des cris de protestation, portant sur le fait que les commissaires n'ont pas compris ce qui s'est passé et n'ont mis le compte de la violence sur personne. Pour un résumé, voir <http://www.minesandcommunities.org/article.php?a=12188>

Pologne. Les Archives de la ville de Varsovie ont rendu les papiers de Jakob Serf dans "15 dossiers de couleur crème" à ses filles. Les "lettres, articles de journaux et poèmes" de l'écrivain avaient été saisis à son domicile par les autorités communistes après qu'il a été envoyé en prison en 1963 "sur de fausses accusations", a rapporté *l'Associated Press*. <http://www.haaretz.com/jewish-world/jewish-world-news/poland-returns-yiddish-writer-s-works->

[confiscated-by-communists-to-daughters-1.507553](#)

Russie. De nombreuses sources médiatiques ont rapporté que les autorités russes ont fait des descentes dans les bureaux de centaines d'organisations non gouvernementales à travers le pays, saisissant des ordinateurs et des documents. La perquisition a englobé deux organisations russes et des organisations internationales telles que la Fondation *Konrad Adenauer* à Moscou dont les ordinateurs ont été saisis et rendus plus tard. *Memorial*, l'une des plus anciennes organisations de défense des droits de l'homme russe, a indiqué que la police a fait une recherche "totale" de ses locaux. "Ils sont noyés dans une énorme quantité de papperasse provenant de dizaines d'organisations" a déclaré le président de *Memorial*. Vladimir Poutine, le président russe, a déclaré qu'il inspecte les ONG pour "s'assurer qu'elles sont conformes à une loi destinée à empêcher les pays étrangers de s'ingérer dans les affaires intérieures", a rapporté *Voice of America*. <http://www.rferl.org/content/russia-ngo-searches/24934961.html>
<http://www.voanews.com/content/russia-raids-hundreds-of-ngo/1631225.html>;
<http://www.dw.de/germany-outraged-over-ngo-raids-in-russia/a-16709337>

Serbie. Le Humanitarian Law Center a publié *Dossier:549th Motorized Brigade of the Yugoslav Army* pour "permettre au public en Serbie d'avoir accès aux informations sur les crimes de masse commis contre les civils albanais du Kosovo dans la région sous la responsabilité" de la Brigade. Le rapport est "fondé sur les déclarations faites par les victimes survivantes, des témoins, des membres de la 549e brigade motorisée, les familles des victimes, des rapports médico-légaux, des jugements et des transcriptions des procès du TPIY, des documents militaires authentiques présentés comme preuve lors des procès du TPIY, les archives des médias, et d'autres documents." <http://www.hlc-rdc.org/wp-content/uploads/2013/03/Dossier-549th-Motorized-Brigade-of-Yugoslav-Army.pdf>

Syrie. Dans un rapport sur les violations des droits de l'homme en temps réel, *U.S. National Public Radio* a interviewé trois chercheurs qui analysent les preuves venant de Syrie, en particulier des interviews faites par des militants des droits humains et des vidéos personnelles. <http://www.npr.org/2013/02/05/171081879/in-syrian-conflict-real-time-evidence-of-violations>

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies a publié une analyse statistique comparative de sept bases de données, six construites par des observateurs syriens des droits humains et une base de données recueillie par le gouvernement syrien, pour déterminer les «morts violentes liées au conflit» en Syrie entre mars 2011 et novembre 2012. « Le but du rapport est d'explorer l'état de la documentation, la relation quantitative d'une source à l'autre, et de mettre en évidence comment la compréhension du conflit peut être affectée par des variations dans les pratiques de documentation ».

<http://www.ohchr.org/Documents/Countries/SY/PreliminaryStatAnalysisKillingsInSyria.pdf>

Turquie. Abdullah Ocalan, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan emprisonné, a publié une lettre de sa prison, dans laquelle il a appelé à "un retrait progressif de nos éléments armés" de la Turquie. La lettre a été lue à la foule et diffusée en direct par les chaînes d'information privées, mais pas par les principaux canaux de nouvelles de la télévision d'Etat, ce qui démontre qu'il est essentiel de préserver les archives des radiodiffuseurs privés ainsi que les médias d'Etat. La lettre a été lue par des députés du Parti de la paix et de la démocratie, qui possède sans doute la lettre

originale, et qui démontre l'importance de préserver les archives des partis politiques. Pour une partie de la couverture médiatique et un résumé en anglais des «principaux points de la lettre de trêve du chef rebelle Kurde Ocalan» publié par *Kurdnet*, voir

<http://www.newyorker.com/online/blogs/newsdesk/2013/03/peace-comes-to-turkey.html>

http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/MID-01-220313.html

<http://www.ekurd.net/mismas/articles/misc2013/3/turkey4601.htm>

Dix jours avant que la lettre d'Ocalan soit publiée, un avocat turc et défenseur des droits de l'homme a lancé un appel pour la création d'une Commission de vérité, notant que les dossiers de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme déposés au nom de Kurdes victimes de violence d'Etat constitueraient d'importantes sources. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/03/turkey-kurdish-human-rights-pkk-violations-ocalan.html?utm_source=&utm_medium=email&utm_campaign=6506

Etats-Unis. Une enquête sur plus de 2'500 médecins dans les hôpitaux américains pour anciens combattants a constaté que « les résultats de laboratoire envoyés directement sur les écrans d'ordinateur des médecins se perdent parfois dans un flot d'autres alertes », a rapporté *Reuters*. Les médecins recevaient une moyenne de 63 « alertes » électroniques chaque jour, y compris les résultats de tests sanguins et des examens de radiologie. Nonante pour cent des répondants ont estimé qu'ils en recevaient une quantité "excessive", 70 pour cent ont dit qu'ils ne pouvaient pas « gérer efficacement » leurs alertes ; la moitié a déclaré qu'il était possible d'oublier des résultats en utilisant le système de dossiers électroniques, et environ 30 pour cent ont déclaré "qu'ils avaient manqué des résultats de laboratoire qui ont conduit au retardement des soins de leurs patients". <http://news.yahoo.com/docs-miss-test-results-electronic-records-205840074.html>

L'Investigative Reporting Workshop a rapporté les résultats d'une étude faite sur les immigrants non autorisés détenus à l'isolement dans des centres de détention (à la fois publics et privés) avant de les déporter. L'utilisation de "données fédérales", d'entretiens avec d'anciens et actuels détenus, et "un examen des dossiers de cas portant sur plus de trois douzaines d'immigrants depuis 2010", a permis aux journalistes de constater que "n'importe quel jour donné, environ 300 immigrants sont maintenus à l'isolement dans les 50 plus grands centres de détention", mais les "documents n'indiquent pas pourquoi les immigrants ont été mis à l'isolement".

<http://investigativereportingworkshop.org/investigations/the-hole/story/the-hole/> Voir aussi l'article dans Nations Unies/Amériques ci-dessus.

Lawyers.com couvre les poursuites judiciaires qui ont résulté de l'explosion de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon dans le golfe du Mexique en 2010 qui a tué 11 personnes, en a blessé 17 autres et a abîmé les moyens de subsistance de milliers de personnes vivant le long de la côte du Golfe. Halliburton, la société qui a fourni le coulis de ciment utilisé dans le puits, est accusé d'avoir « détruit les résultats physiques des tests de boue », « perdu les résultats de modélisation informatique » et n'a pas documenté les résultats des tests sur les échantillons de ciment. <http://blogs.lawyers.com/2013/03/halliburton-destroyed-evidence-deepwater-horizon/>

ProPublica, une ONG pour un « journalisme d'intérêt public », a publié un rapport sur l'exploration de données et les pratiques dans le "secteur des données du consommateur" qui contient des informations privées sur une estimation de 500 millions de personnes dans le monde

entier, y compris "presque tous les consommateurs américains."

<http://www.propublica.org/article/everything-we-know-about-what-data-brokers-know-about-you>

Dans les années 1960, Paul Scott, un journaliste, pensait que la CIA l'avait mis sur écoute. Son fils a maintenant appris que l'Agence avait en effet « épié papa » ; il a fait appel devant la Security Classification Appeals Panel Interagency pour forcer la CIA à déclassifier les documents relatifs à son père, a rapporté le *Washington Post*. http://www.washingtonpost.com/local/long-ago-wiretap-inspires-a-battle-with-the-cia-for-more-information/2013/03/02/8ebaa924-77b0-11e2-aa12-e6cf1d31106b_story.html

Massachusetts. Dans le cadre d'une enquête sur la fuite d'information publiée dans le journal étudiant sur un scandale de tricherie des étudiants, les administrateurs de l'Université Harvard ont lu les emails des doyens résidents et d'au moins un autre membre du personnel.

<http://www.forbes.com/sites/kashmirhill/2013/03/11/harvard-leak-investigation-reminds-world-that-work-email-isnt-very-private/>; http://www.boston.com/metrodesk/2013/04/02/secret-mail-searches-harvard-cheating-scandal-broader-than-initially-described/Mgz0mc8hSk3IgWGjxLwsJP/story.html?p1=Well_MostPop_Emailed6

Wisconsin. Aux États-Unis, les États doivent redessiner leurs circonscriptions électorales tous les dix ans pour tenir compte des changements démographiques, en fonction de chaque recensement américain. Un groupe de démocrates et un groupe des droits de l'immigrant hispanique ont poursuivi l'État du Wisconsin, faisant valoir que les nouveaux plans de vote violent les droits des Latinos. Selon *Journal Sentinel*, Milwaukee, Wisconsin, "neuf disques durs ont été récemment donnés aux groupes qui poursuivent l'Etat pour savoir si les législateurs et leurs avocats ont remis tous les documents qu'ils avaient reçu l'ordre de fournir. Un des neuf disques durs était illisible et l'extérieur de celui-ci était bosselé et rayé, ce qui suggère que son boîtier métallique a été enlevé, selon les déclarations reçues sous serment dans cette affaire". L'informaticien spécialisé recruté par les demandeurs "a déterminé que les documents ont été supprimés en juin, juillet et novembre 2012". Les plaignants affirment que la législature du Wisconsin les oblige à conserver tous les documents concernant le redécoupage, en vertu des règles des tribunaux. L'Etat affirme que « la suppression de l'information aurait eu lieu dans le cours normal de l'utilisation des ordinateurs de l'Etat". <http://www.jsonline.com/news/statepolitics/new-court-filing-documents-were-deleted-from-gop-redistricting-computers-0p9530v-197833071.html>

Zimbabwe. La police a perquisitionné les bureaux de communication du Premier ministre, a arrêté quatre fonctionnaires et un avocat des droits de l'homme, et « a emporté des ordinateurs portables et des documents de recherche portant sur le bureau du PM », a déclaré l'avocat des personnes arrêtées, a rapporté *NewsDay Zimbabwe*. <http://www.newsday.co.zw/2013/03/18/police-raid-tsvangirai-offices/>

Cours, Publications

Swisspeace, les Archives fédérales suisses et la Division Sécurité humaine du Département fédéral suisse des Affaires étrangères organisent une conférence le 16 mai 2013 à Berne, en Suisse, sur le thème " Mécanismes des Archives de justice transitionnelle: Le rôle des archives

des commissions de vérité, des tribunaux et autres mécanismes portant sur le traitement du passé dans les sociétés en transition ". Pour vous inscrire et pour de plus amples informations, veuillez contacter Alexandra Pfefferle, Alexandra.pfefferle@swisspeace.ch

Le programme "Archives et traitement du passé" de Swisspeace a publié la directive *Securing Police Archives: A Guide for Practitioners*.

http://archivesproject.swisspeace.ch/fileadmin/user_upload/archivesproject/Publications/Peterson_Securing_Police_Archives_A_Guide_for_Practitioners_2013.pdf

L'Université de Rhodes, en Afrique du Sud, organise une conférence sur le thème « Adresser, archiver et responsabiliser les héritages des guerres de l'apartheid en Afrique du Sud », du 4 au 6 juillet 2013. Pour plus d'informations, voir <http://www.lawsconference.co.za/>

Le *Center for Advanced Holocaust Studies* de l'Holocaust Memorial Museum des Etats-Unis invite les étudiants à poser leur candidature pour le séminaire d'introduction à l'étude de l'Holocauste à travers les collections du Service international de recherches (SIR), qui se tiendra du 15 au 19 juillet 2013, à Washington DC. Ce séminaire est conçu pour encourager l'utilisation des fonds d'archives récemment ouverts de l'ITS, pour les étudiants de premier cycle, les étudiants de master et les doctorants de première année. Répondre avant le 23 avril 2013 au <http://www.ushmm.org/research/center/itsprograms/announcement/?content=its&year=2013>

L'*American Folklife Center* à la Bibliothèque du Congrès américain tiendra un symposium intitulé «Archives du patrimoine culturel: Réseaux, Innovation & Collaboration» du 26 au 27 septembre 2013. Le colloque "vise à dynamiser le débat sur la pensée et la pratique ethnographique des archives en présentant de nouvelles et dynamiques stratégies sur des réalités archivistiques contemporaines". Les six sessions ont pour sujet les utilisateurs des archives du patrimoine culturel, la conservation et l'intendance numérique, la description archivistique, l'éducation et la formation, le partage des ressources, et la formation de collaborations archivistiques et d'alliances. Pour de plus amples informations, voir <http://www.loc.gov/folklife/events/culturalheritagearchives/>

* * * * *

Partagez l'information avec nous ! trudy@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour vous abonner au bulletin, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cet URL:

http://www.unesco.org/archives/hrgnews/hrg3_042010.php

Les numéros précédents du bulletin se trouvent en ligne sur

<http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et <http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(traduction française : Cristina Bianchi)